

Évolution récente de la situation : l'activité économique a été soutenue en 2013 dans la majeure partie de l'Afrique subsaharienne. La croissance du PIB de la région s'est raffermie pour s'établir à 4,7 %, contre 3,7 % en 2012, grâce à de robustes investissements dans les secteurs des ressources et dans les infrastructures publiques. Les contraintes intérieures et le durcissement des conditions mondiales ralentiront toutefois la croissance à moyen terme.

Les déficits des finances publiques et des comptes courants se sont aggravés dans toute la région. D'ambitieux programmes d'investissement public, de fortes hausses des salaires dans le secteur public et la progression des transferts et des subventions, conjugués à des niveaux de recettes peu élevés dus à la faiblesse des cours des produits de base, ont contribué à la dégradation des soldes budgétaires observée dans de nombreux pays. En Zambie, par exemple, l'augmentation record de 45 % des traitements des fonctionnaires en 2013 a placé les finances publiques sur une trajectoire non viable. Le ratio de la dette au PIB est resté élevé dans de nombreux pays en raison, notamment, de l'accroissement des déficits budgétaires par suite de l'augmentation des emprunts de l'État. Dans le groupe des pays à faible revenu, la dette publique a atteint 43,3 % du PIB au Mozambique et 82,1 % du PIB en Gambie en 2013. Dans le groupe des pays à revenu intermédiaire, le ratio de la dette au PIB s'est établi à 45,9 % au Sénégal, à 60,1 % au Ghana et à 95,0 % au Cabo Verde, ce qui laisse douter de la viabilité des finances publiques au cours des périodes à venir et témoigne de la nécessité de procéder à un rééquilibrage budgétaire pour reconstituer les marges de manœuvre.

Les États-Unis ayant commencé à réduire leur programme d'achat d'actifs durant l'année, les monnaies de l'Afrique du Sud et d'autres marchés pionniers, parmi lesquels le Ghana, le Nigéria et la Zambie, ont été assujetties à de très fortes pressions ; et les entrées de capitaux à court terme en Afrique subsaharienne ont fortement diminué, ce qui pourrait indiquer un changement d'attitude des investisseurs envers la région. Dans ce contexte, la Zambie a lancé la première émission d'obligations souveraines de l'année dans la région, et a levé un milliard de dollars par le biais de la vente d'obligations à 10 ans libellées en dollars et assorties d'un taux de 8,625 % — contre 5,342 % pour sa première émission obligataire effectuée en 2012. L'augmentation du coût de l'emprunt s'explique non seulement par la diminution de la demande des investisseurs pour les titres d'emprunt sur le marché de la dette des pays pionniers, mais aussi par les risques propres à la Zambie, et notamment les préoccupations suscitées par son déficit budgétaire grandissant.

Perspectives : malgré les défis qui se profilent, les perspectives de croissance à moyen terme de l'Afrique subsaharienne restent favorables. Selon les projections, le taux de croissance du PIB de la région devrait demeurer au niveau de 4,7 % en 2014 puis passer à 5,1 % en 2015 et en 2016, grâce à des investissements étrangers directs dans les secteurs des ressources, à des investissements publics dans l'infrastructure et à l'amélioration de la production agricole.

Le raffermissement de la reprise dans les pays à revenu élevé est de bon augure pour la demande d'exportations et pour les flux d'investissement, même si le repli des cours des produits de base et le ralentissement de la croissance des marchés émergents doivent ralentir le rythme d'accroissement des entrées d'IED dans la région, qui passeront seulement de 31,9 milliards en 2013 à 32,5 milliards de dollars en 2014, mais soutiendront néanmoins la croissance dans de nombreux pays. L'attention soutenue portée au développement des infrastructures publiques pour réduire les goulets d'étranglement au niveau de l'offre devrait, par ailleurs, donner un nouvel élan à la croissance dans la région. Les perspectives dans le domaine de l'inflation devraient rester favorables dans la région, même si les prix évoluent à la hausse par suite du renchérissement des produits alimentaires dans certains pays ou de la répercussion de la dépréciation de la monnaie dans d'autres pays, en particulier l'Afrique du Sud et le Ghana.

Au niveau des sous-régions, la croissance devrait être soutenue en Afrique de l'Est, grâce aux entrées d'IED attirés par les ressources en gaz naturel offshore en Tanzanie, par les champs pétrolifères en Ouganda et au Kenya et par l'agriculture en Éthiopie. Le resserrement de la politique monétaire, ainsi que les grèves dans le secteur minier et les problèmes d'alimentation en électricité continueront de peser sur la croissance en Afrique du Sud. En Angola, la croissance, qui s'était ralentie en 2013, devrait reprendre dans une

Juin 2014

certaine mesure en 2014, grâce à l'amélioration de la production de pétrole et aux investissements dans l'infrastructure. Le rythme de croissance devrait rester soutenu au Nigéria, qui est devenu la plus importante économie de la région, non seulement en raison du changement de base de son PIB, mais aussi de la poursuite de l'expansion des secteurs non pétroliers.

Risques : les perspectives de la région pourraient s'assombrir par suite, notamment, d'un repli des cours des produits de base dû à un tassement de la croissance des marchés émergents, en particulier la Chine ; d'une intensification de la volatilité des marchés des capitaux associée au resserrement des conditions monétaires à l'échelle mondiale ; et des risques intérieurs suscités par les tensions politiques avant les élections au Nigéria, des problèmes sécuritaires liés aux conflits dans le Soudan du Sud et en République centrafricaine, et à l'accélération de l'inflation due à l'extrême faiblesse des monnaies et à la hausse des prix alimentaires.

Afrique subsaharienne prévisions des pays

(changement pour cent par an, sauf indication contraire)

		Est.				Forecast			
	00-09^a	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	
PIB aux prix du marché (2010 US\$)									
Angola	10.9	3.4	3.9	6.8	4.1	5.2	6.5	6.8	
Bénin	3.6	2.6	3.5	5.4	4.0	4.5	4.4	4.3	
Botswana	3.5	7.3	5.1	4.2	4.2	4.1	4.0	4.2	
Burkina Faso	5.2	7.9	4.2	9.5	6.6	6.7	6.5	6.3	
Burundi	2.9	3.8	4.2	4.0	4.5	4.0	3.7	3.0	
Cabo Verde	6.0	3.7	4.5	2.5	1.7	2.5	2.2	4.0	
Cameroun	2.9	3.3	4.1	4.6	4.7	4.9	5.1	5.0	
Comores	1.8	2.1	2.2	3.0	3.3	3.5	3.5	3.2	
Congo, Rép. dém. du	4.2	7.2	6.9	7.2	6.5	6.0	5.0	4.4	
Congo, Rép. du	3.8	8.8	3.4	3.8	3.5	5.9	7.4	4.9	
Côte d'Ivoire	0.8	2.4	-4.7	9.5	8.7	7.4	5.9	4.0	
Guinée équatoriale	15.0	-1.7	4.9	2.5	-4.9	-4.3	-2.0	-0.1	
Érythrée	0.7	2.2	8.7	7.0	3.6	3.5	3.0	2.0	
Éthiopie^b	7.6	12.6	11.2	8.7	9.7	7.4	7.0	6.6	
Gabon	1.3	6.7	7.1	5.6	3.5	3.6	3.7	3.7	
Gambie	3.2	6.5	-4.3	5.3	6.2	6.5	6.0	5.0	
Ghana	5.0	8.0	15.0	7.9	7.1	5.0	7.3	7.5	
Guinée	2.4	1.9	3.9	3.9	2.6	4.6	5.2	5.5	
Guinée-Bissau	2.3	1.7	4.8	-6.7	0.3	2.5	2.7	2.7	
Kenya	3.6	5.8	4.4	4.6	4.7	5.0	4.7	4.0	
Lesotho	3.3	7.9	3.7	4.0	4.1	4.2	4.4	4.1	
Madagascar	2.5	0.5	1.9	3.1	2.8	4.0	4.5	4.5	
Malawi	3.8	-9.5	4.3	1.9	4.2	4.4	4.6	4.7	
Mali	5.4	5.8	2.7	-0.4	1.8	6.6	5.8	5.7	
Mauritanie	4.5	5.1	4.0	7.6	5.7	4.4	3.7	3.1	
Maurice	3.4	4.1	3.9	3.2	3.2	3.7	4.1	4.2	
Mozambique	7.1	7.1	7.3	7.4	7.1	8.1	8.6	8.4	
Namibie	3.9	6.3	5.7	5.0	4.2	3.4	3.5	3.3	
Niger	3.7	8.4	2.3	10.8	3.6	6.2	6.0	5.6	
Nigéria	5.7	7.8	6.8	6.5	7.0	6.7	6.5	6.1	
Rwanda	7.2	7.2	8.2	8.0	5.0	7.2	7.4	7.4	
Sénégal	3.7	4.3	2.1	3.5	3.7	4.1	4.3	4.2	
Seychelles	1.4	5.9	7.9	2.8	3.7	3.7	2.9	2.8	
Sierra Leone	5.9	5.4	6.0	15.2	13.3	14.1	10.5	9.2	
Afrique du Sud	3.2	3.1	3.5	2.5	1.9	2.0	3.0	3.5	
Soudan	5.5	3.5	-3.3	-10.1	4.0	3.2	3.0	3.0	
sud-Soudan	6.2	4.2	1.6	-42.1	27.0	8.0	8.5	9.0	
Swaziland	2.9	1.9	0.3	-1.5	1.5	1.6	1.8	2.0	
Tanzanie	6.2	7.0	6.4	6.9	7.0	7.2	7.2	7.1	
Togo	1.6	4.2	4.9	5.7	4.0	3.7	3.5	3.4	
Ouganda	6.9	6.2	5.0	4.7	6.5	7.0	6.8	6.8	
Zambie	4.8	7.6	6.8	7.2	6.4	7.0	6.8	6.5	
Zimbabwe	-5.8	9.6	10.6	4.4	2.9	2.0	1.0	0.6	

Source : Banque mondiale.

a. Les taux de croissance sur des intervalles sont des moyennes composées.

b. Les taux de croissance sont en termes de l'année fiscale.